

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 avril 2008

Résolution 1809 (2008)

**Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 5868^e séance,
le 16 avril 2008**

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant toutes ses précédentes résolutions et déclarations du Président du Conseil sur la coopération entre l'ONU et les organisations régionales, en particulier les résolutions 1625 (2005) du 14 septembre 2005 et 1631 (2005) du 17 octobre 2005 et les déclarations S/PRST/2004/27 du 20 juillet 2004, S/PRST/2004/44 du 19 novembre 2004, S/PRST/2007/7 du 28 mars 2007, S/PRST/2007/31 du 28 août 2007 et S/PRST/2007/42 du 6 novembre 2007,

Réaffirmant également ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1612 (2005) du 26 juillet 2005 et 1674 (2006) du 28 avril 2006,

Rappelant la responsabilité principale à lui assignée en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, et considérant que la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales pour ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité et conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, peut améliorer la sécurité collective,

Se félicitant du rôle assumé par l'Union africaine dans les initiatives tendant à régler les conflits sur le continent africain et exprimant son soutien aux initiatives de paix conduites par l'Union africaine, et par l'intermédiaire des organisations sous-régionales,

Soulignant la nécessité de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la prévention des conflits armés, ainsi que l'intérêt qu'il y aurait à nouer des partenariats efficaces avec les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, afin de pouvoir intervenir dès le début des différends ou dès qu'apparaissent de nouvelles crises en Afrique, et prenant note avec intérêt à cet égard de la proposition du Secrétaire général tendant à ce que l'ONU et les organisations régionales entreprennent de faire conjointement des bilans de la paix et de la sécurité ainsi que des efforts de médiation, en particulier en Afrique, où sont menées des activités conjointes de médiation,

Considérant que les organisations régionales sont bien placées pour appréhender les causes profondes des conflits armés du fait de leur connaissance de la région qui peut être utile à la prévention ou au règlement de ces conflits,



Soulignant qu'il importe de renforcer encore la coopération avec l'Union africaine pour concourir à rendre cette dernière mieux à même de faire face aux défis de la sécurité collective, et notamment à tenir son engagement à réagir rapidement et comme il convient aux crises qui se font jour, et de définir des stratégies efficaces de prévention des conflits, de maintien et de consolidation de la paix,

Rappelant que les chefs d'État et de gouvernement qui ont participé au Sommet mondial de 2005 sont résolus à faire participer davantage les organisations régionales aux travaux du Conseil de sécurité, le cas échéant, et à veiller à ce que les organisations régionales dotées de capacités de prévention des conflits armés ou de maintien de la paix envisagent de les mettre à disposition dans le cadre du Système de forces et moyens en attente des Nations Unies,

Considérant qu'il importe de renforcer les moyens des organisations régionales et sous-régionales en matière de prévention des conflits, de gestion des crises et de stabilisation au lendemain de conflits,

Prenant note des enseignements tirés de la coopération concrète entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine, en particulier à l'occasion du passage de la Mission africaine au Burundi à l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB) et de la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS) à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD),

Constatant que le Bureau de liaison des Nations Unies à Addis-Abeba a contribué à renforcer la coordination et la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine, et conscient de la nécessité de le consolider afin d'en améliorer le fonctionnement,

Considérant qu'il incombe au premier chef aux organisations régionales de se procurer les ressources humaines, financières, logistiques et autres dont elles ont besoin, notamment en suscitant des contributions auprès de leurs membres et en sollicitant le concours des donateurs pour financer leurs activités, et conscient qu'il est difficile d'utiliser les contributions obligatoires pour financer les organisations régionales,

Considérant en outre que l'un des principaux obstacles que rencontrent les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, s'agissant de s'acquitter efficacement de leurs mandats en matière de maintien de la paix et de la sécurité régionales, est celui de l'obtention de ressources prévisibles, durables et souples,

Prenant note du rapport du Secrétaire général sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales (S/2008/186), et du rapport du Secrétaire général sur la prévention des conflits, en Afrique en particulier (S/2008/18),

1. *Se déclare résolu* à prendre des mesures efficaces pour resserrer encore les relations entre l'ONU et les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies;

2. *Encourage* l'intervention continue des organisations régionales et sous-régionales dans le règlement pacifique des différends, notamment grâce à la prévention des conflits, à l'instauration de la confiance et aux efforts de médiation;

3. *Se félicite* du dialogue régional et de la promotion des expériences partagées ainsi que d'approches régionales communes du règlement des différends et d'autres problèmes liés à la paix et à la sécurité;

4. *Se félicite*, en les encourageant, des efforts que font l'Union africaine et les organisations sous-régionales pour renforcer leurs capacités de maintien de la paix, entreprendre des opérations de maintien de la paix sur le continent conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, et pour agir en coordination avec l'ONU, par l'intermédiaire du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, ainsi que des efforts tendant à mettre en place un système d'alerte rapide à l'échelle du continent, une capacité d'intervention comme la force africaine en attente et une capacité de médiation renforcée, notamment par l'institution du Groupe des Sages;

5. *Se félicite également* des récents développements de la coopération entre l'ONU, l'Union africaine et l'Union européenne, notamment de la contribution de cette dernière au renforcement des capacités de l'Union africaine;

6. *Encourage* les organisations régionales et sous-régionales à resserrer et intensifier leur coopération, notamment celle instaurée entre l'Union africaine, l'Organisation des États américains, la Ligue des États arabes, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Union européenne, en particulier les efforts tendant à renforcer chacune ses capacités au service du maintien de la paix et de la sécurité internationales;

7. *Se déclare résolu* à renforcer et rendre plus efficaces ses relations avec les organes des organisations régionales, en particulier le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine;

8. *Se déclare résolu également* à resserrer et accroître la coopération entre l'ONU et les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, dans les domaines de la prévention, du règlement et de la gestion des conflits, s'agissant notamment des initiatives de bons offices, de l'appui à la médiation, de l'usage efficace des sanctions, de l'assistance électorale et de la présence préventive sur le terrain; et, dans le cas de l'Afrique, en mettant l'accent notamment sur l'appui au Groupe des Sages de l'Union africaine;

9. *Souligne* que les efforts conjoints et coordonnés au service de la paix et de la sécurité de l'ONU et des organisations régionales, en particulier de l'Union africaine, devraient faire fond sur leurs capacités complémentaires, en tirant pleinement parti de leur expérience, et ce dans le respect de la Charte des Nations Unies et des statuts pertinents des organisations régionales;

10. *Souligne également* qu'il importe de mettre en œuvre le Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine en privilégiant surtout la paix et la sécurité, et, en particulier, la mise en place de la force d'intervention de l'Union africaine;

11. *Encourage* l'engagement accru de l'Équipe d'appui aux activités de paix de l'Union africaine au sein du Département des opérations de maintien de la paix, en tant qu'instance de coordination, afin de fournir l'expertise et de transférer les connaissances techniques nécessaires au renforcement des capacités de la Division des opérations d'appui à la paix de l'Union africaine, notamment en matière de planification et de gestion des missions, ainsi qu'à affecter du personnel du

Département des affaires politiques auprès de l'Union africaine aux fins de la mise en place du Groupe des Sages et d'autres programmes de médiation;

12. *Engage* le Secrétariat, en coordination avec la Commission de l'Union africaine, à établir une liste des capacités requises et des recommandations sur la manière dont l'Union africaine pourrait étoffer ses moyens militaires, techniques, logistiques et administratifs;

13. *Encourage* une plus étroite coopération entre le Secrétariat de l'ONU et la Commission de l'Union africaine, notamment en encourageant des missions de suivi de fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU au siège de l'Union africaine à l'effet de fournir une assistance accrue et de partager des données d'expérience;

14. *Se déclare résolu* à examiner plus avant la manière de renforcer les capacités de l'ONU en matière de prévention des conflits armés, en particulier en Afrique;

15. *Reconnaît* l'importance du rôle des bons offices du Secrétaire général en Afrique et encourage ce dernier à continuer à user de la médiation aussi souvent que possible pour aider à régler les conflits par des moyens pacifiques en œuvrant en étroite coordination avec l'Union africaine et d'autres organisations sous-régionales, selon qu'il convient;

16. *Reconnaît également* qu'il faut rendre plus prévisible, durable et souple le financement des organisations régionales lorsqu'elles entreprennent des missions de maintien de la paix sous mandat des Nations Unies et *accueille favorablement* la proposition du Secrétaire général tendant à charger, dans les trois prochains mois, un groupe d'experts Union africaine-ONU de haut niveau, composé d'éminentes personnalités, de réfléchir attentivement aux modalités d'appui aux opérations de maintien de la paix confiées à des organisations régionales, en particulier pour ce qui est du financement, de l'équipement et de la logistique de lancement, et d'étudier soigneusement les enseignements tirés des entreprises passées et présentes de maintien de la paix menées par l'Union africaine;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui faire, dans les rapports qu'il lui présente périodiquement, le bilan de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales concernées;

18. *Décide* de rester saisi de la question.
